



**MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC**

Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac
222, rue de l'Université CS60851
75281 PARIS

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS D'HÉBERGEMENT,
DE MAINTENANCE ET DE DÉVELOPPEMENTS DE LIVRES
D'OR NUMÉRIQUES POUR LE MUSÉE DU QUAI BRANLY
– JACQUES CHIRAC**

**ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE
LA COMMUNICATION**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1.	LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC.....	3
2.	PRÉSENTATION DE L’ACCORD-CADRE	4
3.	MONTANT ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	5
4.	DURÉE DE L’ACCORD-CADRE	5
5.	LIEU D’EXÉCUTION DE L’ACCORD-CADRE	6
6.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES	6
7.	INTERVENANTS DE L’ACCORD-CADRE	7
8.	PIÈCES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
9.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	9
10	CONDITIONS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT DES PRESTATIONS	15
11	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
12	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....	21
13	CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	22
14	VÉRIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS	27
15	MODALITÉS D’ÉMISSION ET D’EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE.....	27
16	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	28
17	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	30
18	PÉNALITÉS.....	31
19	EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	33
20	RÉSILIATION DE L’ACCORD-CADRE	33
21	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS	33
22	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	34
23	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ	37
24	PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	38
25	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	38
26	DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	39

1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

1.1 Présentation

Établissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2 Diversité – Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture et le musée du quai Branly – Jacques Chirac ont obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est également détenteur du Label « Égalité Femmes/Hommes ».

Le musée s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

2. PRÉSENTATION DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'hébergement, de maintenance et de développements de livres d'or numériques pour le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Les détails techniques des prestations sont précisés à l'article 9 du présent CCP.

2.2 Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

2.3 Nombre d'attributaires

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

2.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes :

- Pour partie à prix global et forfaitaire selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et dont le montant est précisé à l'acte d'engagement ;
- Et pour partie à prix unitaires dont les prix sont issus du bordereau de prix unitaires (BPU) figurant en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le présent accord-cadre comporte un montant maximum pour sa part à commandes sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, de 80 000 € HT.

La part forfaitaire concerne les prestations d'hébergement et de maintenance corrective et adaptative d'un livre d'or permanent pour le musée du quai Branly - Jacques Chirac. Ces prestations sont détaillées à l'article 9.2 du présent CCP.

La part à commandes concerne les prestations supplémentaires de développements et de mise à disposition de livre d'or, matériel et application, notamment pour les expositions temporaires du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Ces prestations sont décrites à l'article 9.3 du présent CCP.

L'accord-cadre ne comprend aucune tranche.

Il sera exécuté uniquement par bons de commande en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, et dans les conditions définies dans le présent document.

4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 19 août 2026 au plus tôt ou de sa date de notification si elle intervient postérieurement à cette date. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Cette durée est appréciée à compter de la date de prise d'effet de l'accord-cadre, soit au 19 août 2026 ou de la date de notification au titulaire.

En application de l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois.

5. LIEU D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations seront réalisées au musée du quai Branly – Jacques Chirac – 222 rue de l'Université CS60851 - 75281 PARIS.

La livraison des matériels doit être réalisée en jour ouvré, entre 9h30 et 17h.

6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Établissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. À ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;

- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur ;
- Veiller à ce que les équipements soient dotés d'un système de gestion intelligente des batteries en vue d'optimiser leur durée de vie.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-TIC, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Conduite de l'accord-cadre

La Direction des publics de l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite de l'accord-cadre.

7.2 Titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire ou les membres du groupement désignés à l'article 1 ou 2 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

7.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-TIC.

7.4 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-TIC sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

8. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
 - Annexe 2 : la demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4).
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues du titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

9.1 Définition des prestations globales réalisées aux titres de la part forfaitaire et de la part à commandes

L'accord-cadre porte sur des prestations d'hébergement, de maintenance et de développements des livres d'or numériques permanent et d'expositions temporaires du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Les prestations relatives au livre d'or numérique permanent du musée sont traitées au titre de la part forfaitaire et celles relatives aux livres d'or numériques des expositions temporaires sont traitées au titre de la part à commandes.

La prestation de « Cadrage et mise en place du service » comprend la déclinaison d'une interface générique, une prestation technique et une définition avec le titulaire de l'accord-cadre des différents écrans auxquels le visiteur sera confronté, l'intégration des différents types de newsletters proposées, etc. Celle-ci sera réalisée pendant la phase de transition telle que définie à l'article 9.4.2 du présent CCP.

Les prestations attendues au titre de ces univers applicatifs sont définies dans les paragraphes suivants.

9.1.1 Développement d'une application

- Développement d'une application spécifique de recueil des avis, commentaires et adresses emails des visiteurs dont les caractéristiques seront celles prévues pour « l'interface visiteur » et auquel le pouvoir adjudicateur pourra avoir accès dans les mêmes conditions que celles prévues pour « l'interface musée ».
- Prestation de développement complémentaire de l'univers applicatif proposé. Le titulaire pourra en effet proposer au pouvoir adjudicateur, sur la base de l'évolution de l'état de l'art, de nouvelles fonctionnalités pour le livre d'or. Il devra également, dans les limites de faisabilité technique, répondre par ce biais à des demandes spécifiques d'évolution du pouvoir adjudicateur.

9.1.2 Interface visiteur

L'interface visiteur proposera les éléments suivants :

- Proposition d'une interface permettant de recueillir les informations d'identité du visiteur et son commentaire. L'architecture de cette interface sera élaborée par le titulaire en lien avec le pouvoir adjudicateur en début de marché, au cours d'une phase de transition. Elle pourra, à la demande du pouvoir adjudicateur, intégrer des questions ouvertes, et devra en tout état de cause pouvoir être adaptée à la particularité du musée du quai Branly - Jacques Chirac dans les formulations et visuels utilisés. Elle devra également permettre l'affichage des commentaires précédemment récoltés ;
- Un dispositif (case à cocher, non pré-cochée) permettant de recueillir le consentement du visiteur pour la réutilisation de ses données et contributions. L'âge du consentement numérique étant fixé à quinze (15) ans, seuls les visiteurs âgés d'au moins quinze (15) ans peuvent utiliser l'interface et consentir à la réutilisation de leurs données et contributions.
- Outre la dactylographie, la saisie de commentaire devra pouvoir se faire selon différentes modalités évolutives proposées par le titulaire comme le dessin ;
- Outre la saisie de commentaire, l'interface visiteur devra permettre l'ajout éventuel de modules à visée de promotion ou de médiation (quiz, carte postale, inscription aux réseaux sociaux du musée...) ;
- La publication des commentaires des visiteurs devra pouvoir être possible sur les comptes sociaux du musée ;
- Le recueil du consentement et des adresses emails des visiteurs pour leur inscription à une sélection de newsletters développées par le musée ;
- Les conditions générales d'utilisation (CGU) de l'interface. Le titulaire devra prévoir dans ses CGU, que l'utilisateur devra accepter via une case à cochée (non pré-cochée), une licence de ses droits d'auteurs sur ses contributions au livre d'or au bénéfice du musée. À ce propos, les CGU du titulaire devront indiquer que : « L'utilisateur concède au musée du quai Branly – Jacques Chirac, à titre gratuit et non exclusif et mondial, pour la durée légale de protection des droits d'auteur sur ses contributions au livre d'or. Cette licence porte sur les droits de reproduction, représentation, adaptation (notamment traduction en toutes langues), publication et communication au public de ses contributions au livre

d'or (texte, image, audio, vidéo) sur tous supports connus et inconnus à ce jour, aux fins de promotion des expositions et activités du musée ».

- La production par le titulaire d'un QR Code et d'un lien menant à l'application afin de permettre aux visiteurs le souhaitant d'utiliser l'application depuis leur propre appareil mobile ou tablette.

9.1.3 [Interface musée](#)

À tout moment, les représentants désignés du pouvoir adjudicateur devront pouvoir accéder à une plateforme dédiée pour l'application de livre d'or.

Celle-ci devra :

- Comprendre la visibilité de tout commentaire laissé en temps réel au titre du livre d'or ;
- Prévoir une possibilité de traduction permettant de traduire les commentaires rédigés dans une langue autre que le français, lorsque l'utilisateur a autorisé la licence de ses droits d'auteur sur ses contributions au bénéfice du musée. Le candidat précisera dans son offre l'étendue des langues traduites proposées ;
- Permettre au pouvoir adjudicateur de modérer directement tout commentaire et de répondre à une question posée. La réponse pourra à la fois être publiée sur l'interface visiteur et envoyée directement au courriel du participant dans la mesure où un courriel de réponse est disponible ;
- Permettre la prise en charge des réponses aux commentaires le demandant, sur une méthodologie définie préalablement avec le pouvoir adjudicateur ;
- Offrir des outils d'analyse (analyses sémantiques, filtres...) et d'observation automatiques ;
- Offrir un aperçu de l'application et la possibilité de réaliser des tests à distance.

9.1.4 [Location des supports](#)

- Location du support de l'application. Les applications devront effectivement être accessibles sur au moins trois types de supports différents : tablette (avec la possibilité d'y ajouter un clavier), ordinateur, mobile.
- Location d'un support fixe ou mobile (borne) pour intégration de la tablette à la scénographie, permettant au visiteur d'interagir avec l'application. L'accès aux tablettes devra être sécurisé. Les tablettes devront également être accessibles pendant toute la durée de la location aux équipes du musée en charge du livre d'or d'une part, ainsi que, d'autre part et de manière distincte, aux équipes de la sûreté.
- Le titulaire devra transmettre au pouvoir adjudicateur l'ensemble du matériel nécessaire à l'installation du livre d'or au plus tard la veille de l'installation (notamment tablette, socle, système de sécurisation de la tablette).

9.1.5 [Prestations de modération](#)

De façon continue, le titulaire assurera une prestation de modération quotidienne des commentaires des visiteurs, veillant en particulier à ce que des contenus de nature inappropriée soient promptement dépubliés de la plateforme.

Sont considérés comme inappropriés donc devant faire l'objet d'une dépublication les commentaires suivants :

- Ceux de nature inappropriée (racisme, appel à la violence) ;
- Ceux sans rapport avec le musée ;
- Ceux commentaires dépourvus de sens (incompréhensibles) ;
- Ceux permettant d'identifier un agent d'accueil du musée ;
- Ceux ayant un caractère politique. Ces derniers devront par ailleurs être systématiquement signalés au pouvoir adjudicateur.

Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres contenus sont susceptibles d'être considérés comme inappropriés par le pouvoir adjudicateur en concertation avec le titulaire et devront à ce titre faire l'objet d'une modération de la part de ce dernier.

En outre, le titulaire alerte les représentants du pouvoir adjudicateur dans un délai de vingt-quatre (24) heures ouvrées pour tout contenu qu'il juge sensible ou nécessitant une réponse.

L'absence d'alerte dans le délai imparti entraînera l'application des pénalités fixées à l'article 17.8 du présent CCP.

9.1.6 Prestations de transmission des adresses mails

Chaque premier du mois, le titulaire transmettra aux représentants désignés par le pouvoir adjudicateur la liste des adresses email récoltées et valides, correspondant à une demande d'inscription à une newsletter et pour lesquelles le consentement aura été recueilli.

- Les prestations globales intègrent de façon indissociable les services suivants ;
- La mise à disposition et l'hébergement de l'environnement logiciel nécessaire ;
 - La fourniture du dossier d'hébergement qui comprendra notamment :
 - La journalisation des accès et des événements (système, web...), politique de sauvegarde de ces informations ;
 - Le donneur d'ordre pour l'accès à ces traces, les conditions d'accès à ces journaux ;
 - La méthode adoptée pour s'assurer de la non-divulcation d'informations concernant les éventuelles ressources du musée du quai Branly - Jacques Chirac qui sont hébergées (garantie de confidentialité) ;
 - La certification que toutes les informations présentes sur les journaux sont exploitables au regard de l'état de l'art ;
 - La mise à disposition d'indicateurs sur l'historique du ou des services hébergés ;
 - La précision de l'éventuelle nature mutualisée de l'hébergement, si celui-ci est fait en cohabitation avec d'autres clients que le musée du quai Branly - Jacques Chirac ;
 - Les procédures diverses de fonctionnement sur la solution hébergée ;
 - Le *reporting* mise en place et canaux de diffusion vers le musée du quai Branly - Jacques Chirac ;
 - L'identification de contact pour la gestion de crise en cas d'incidents ;
 - La garantie d'information, le musée du quai Branly - Jacques Chirac devant être tenu informé sans délai de toute attaque (définition du ou des mécanismes de remontée d'informations) ;

- La méthodologie de gestion de crise.
- Les prestations d'exploitation associées à l'hébergement ;
- La fourniture et la maintenance d'un outil d'inspection HTTPS ;
- Et l'ensemble des prestations permettant de satisfaire aux exigences décrites au CCP et notamment ci-après.

9.1.7 Analyse des données récoltées

Chaque lundi, un courriel récapitulatif des contributions des sept (7) derniers jours sera transmis au pouvoir adjudicateur.

Des bilans et rapports seront également à prévoir pour chaque livre d'or. Les spécificités propres à chacun (selon leur rattachement à la part à commandes ou à la part forfaitaire) sont définies ci-dessous.

9.2 Définition des prestations traitées uniquement au titre de la part forfaitaire

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite proposer à son public une interface informatique de livre d'or permanent au niveau du hall d'accueil du public.

Outre les éléments communs aux livres d'or d'exposition permanents et temporaires (tels que présentés à l'article 9.1. du présent CCP), les prestations traitées au titre de la part forfaitaire comprendront également les prestations suivantes concernant l'analyse des données :

- Sur la base des commentaires récoltés, le titulaire présentera au pouvoir adjudicateur un document de bilan semestriel, comprenant notamment une classification thématique des commentaires, une comparaison avec les périodes précédentes observées et des recommandations d'actions ;
- Les bilans semestriels seront transmis en version PDF et en version modifiable.

9.3 Définition des prestations traitées uniquement au titre de la part à commandes

La part à commandes porte sur des prestations de développements complémentaires et rémunérés sur la base du bordereau de prix unitaires (annexe 1 de l'acte d'engagement). Les prestations seront explicitées dans chaque bon de commande. La part à commandes correspond en particulier aux frais de déploiement de livres d'or numériques pour les expositions temporaires du musée.

Outre les éléments communs au livre d'or permanent pour les expositions permanentes et temporaires (tels que présentés à l'article 9.1 du présent CCP) les prestations traitées à bons de commande comprendront également les prestations suivantes :

- **Mise à disposition du matériel de l'exposition**

Le socle, le câble et le chargeur pourront être livrés un mois avant la date d'ouverture de l'exposition. Pour la désinstallation, le matériel pourra être récupéré jusqu'à la fin du mois suivant la clôture de l'exposition selon les dates transmises par le musée.

À ce titre, un rétroplanning partagé entre le prestataire et le commanditaire sera tenu à jour par le prestataire avec les dates d'installation, désinstallations, envoi des rapports, envoi des adresses mails, etc.

Le titulaire devra être en situation de proposer jusqu'à quatre (4) livres d'or d'expositions temporaires simultanément pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L'installation du matériel pourra se faire par le titulaire à la demande du pouvoir adjudicateur au plus tard la veille de l'ouverture à la presse et au public d'une exposition donnée.

- **Analyse des données**

Les rapports de mi-parcours d'exposition feront deux (2) pages au maximum. Ils comprendront :

- Le nombre de commentaires déposés ;
- Le nombre d'abonnements aux newsletters récoltés depuis le début de l'exposition ;
- Une synthèse des principaux sujets abordés à travers les commentaires déposés ;
- Un récapitulatif des éventuelles problématiques soulevées grâce aux commentaires.

Les rapports de fin de parcours seront transmis au plus tard trois (3) semaines après la fin de l'exposition. Ils comprendront :

- Le nombre de commentaires récoltés ;
- Le nombre d'abonnements aux newsletters récoltés depuis le début de l'exposition ;
- Une classification thématique des commentaires selon leur contenu ;
- Une analyse permettant de dégager les principaux retours des visiteurs, illustrée par des extraits du livre d'or. A noter que dans un souci de restitution de « l'esprit livre d'or », les rapports ne corrigeront pas les erreurs de frappe ni d'orthographe ou de syntaxe. Cette démarche sera clairement explicitée dans le rapport ;
- Une introduction rappelant le contexte de déploiement du livre d'or (période concernée, titre et nature de l'exposition le cas échéant, particularités de l'application déployée...) ;
- Le nombre de mentions de chaque thématique (sous la forme d'un tableau, nuage de mots...) ;
- L'ensemble des commentaires publiés sur le livre d'or seront transmis en annexe du rapport de fin de parcours ;
- Un tableau comparatif des contributions de précédents livres d'or.

Les rapports de mi-parcours et de fin de parcours seront transmis en version PDF et en version modifiable.

10 CONDITIONS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT DES PRESTATIONS

10.1 Disponibilité

La disponibilité requise pour l'application est de type 24/7, assorti d'un taux de disponibilité d'au moins 99,5% par mois. Ce qui signifie un temps d'indisponibilité mensuel d'environ 3 heures et demi.

Tout dépassement du taux d'indisponibilité entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 17.10 du présent CCP.

10.2 Gestion de la sécurité des accès

Les données doivent être hébergées en France.

Les dispositions ci-après sont standards sur la sécurisation des serveurs hébergés par le titulaire. Le titulaire décrira les principes de gestion liés à :

- L'accès aux bâtiments (contrôle d'identité, détection d'intrusion, gardiennage, etc.) ;
- L'accès aux salles machines (accès aux couloirs menant aux salles, niveaux d'habilitations différenciés, gestion de l'accès aux équipements par l'équipe d'exploitation, etc.).

Il précisera le mode d'accréditation des personnels et des intervenants tiers.

10.3 Plan de continuité d'activité – plan de reprise d'activité

Le titulaire précisera les PCA/PRA qu'il aura pu élaborer dans le cadre de son activité et les modalités qu'il prévoit pour les adapter au contexte du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

10.4 Sauvegarde et restauration en exploitation

À la demande du musée du quai Branly - Jacques Chirac, le Titulaire remettra une sauvegarde complète du système en les locaux du musée du quai Branly - Jacques Chirac. Cette sauvegarde pourra être déposée via la liaison hébergeur/musée du quai Branly – Jacques Chirac sur un serveur mis à disposition par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

10.5 Gestion des demandes et des incidents

L'émission des demandes du musée du quai Branly - Jacques Chirac doit pouvoir se faire de manière suivante :

- Par mail/téléphone ;
- Enregistrement de la demande sur l'outil web/extranet de gestion des incidents/des demandes.

Le titulaire informe le musée du quai Branly - Jacques Chirac par mail des interventions qu'il envisage en précisant la nature, la durée, la date.

L'outil de gestion des demandes et des incidents est fourni, hébergé et maintenu par le titulaire.

Trois (3) types d'incidents sont définis :

- Bloquant : indisponibilité totale de l'application ;
- Majeur : indisponibilité partielle de l'application provoquant des perturbations visibles ou non pour l'utilisateur ;
- Mineur : anomalie ne perturbant pas le fonctionnement normal de l'application mais nécessitant une correction.

La qualification du type d'incident lors de sa survenance sera faite par le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Type d'incident	Délai d'intervention calendaire	Délai de résolution calendaire
Bloquant	12 heures	24 heures
Majeur	3 jours	4 jours
Mineur	5 jours	8 jours

Les délais courent à partir du moment où l'incident a été détecté (horodatage de création de l'incident).

Tout dépassement du délai de résolution entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 17.11 du présent CCP.

En cas d'incident bloquant intervenant en-dehors des heures ouvrées, le pouvoir adjudicateur disposera d'un numéro d'urgence auquel le titulaire sera joignable.

Le titulaire remettra un guide de maintenance de l'outil afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'effectuer des opérations de résolution des bugs rapidement, avec l'aide à distance du titulaire. À noter qu'un tel outil ne dispense pas le titulaire d'une intervention sur place si cela est nécessaire.

11 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ensemble des plans, développements informatiques, créations graphiques, documents techniques et résultats des prestations réalisées et/ou livrées par le titulaire, mandataire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant, dans le cadre du présent accord-cadre (ci-après dénommés « Résultats ») sont l'objet de la présente cession de droits, dans les conditions visées aux articles ci-dessous.

Les codes sources et codes objets, ainsi que la documentation technique et fonctionnelle afférentes aux Résultats, développés dans le cadre du présent accord-cadre, font partie des Résultats visés par la présente cession de droits.

Ces conditions de cession de droits doivent être reprises dans les contrats passés entre le titulaire et ses sous-traitants.

11.1 Propriété des plans, des études et des résultats fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire

Les plans et documents techniques remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et doivent lui être restitués après exécution de l'accord-cadre.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, résultats remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, être utilisés par le titulaire de l'accord-cadre pour son propre usage, ni être copiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur.

11.2 Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats

Il est fait application des dispositions du chapitre VI du CCAG/TIC. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG/TIC, la cession des droits se fait à titre exclusif, dans les conditions décrites ci-dessous.

L'ensemble des droits sur les Résultats sont cédés par le titulaire, au pouvoir adjudicateur qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire de l'accord-cadre puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Modalités financières » couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire de l'accord-cadre et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Cette cession est effectuée pour produire effet dans le monde entier, à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur des Résultats, pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats.

Le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux Résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les droits cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte à titre commercial ou non commercial, ces droits pouvant faire l'objet de cessions à des tiers partenaires ou prestataires du pouvoir adjudicateur.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire tout ou partie des Résultats, en l'état ou modifiés pour les besoins de l'accord-cadre.

Le droit de reproduction comporte notamment :

- Le droit de reproduire ou d'enregistrer tout ou partie des Résultats par tous moyens, dans tous formats et sur tous supports, tels que supports papier, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, vidéodisques, support magnétique (bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques), support électronique sous format analogique ou numérique, multimédia et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit d'établir ou de faire établir des reproductions de tout ou partie des Résultats en tel nombre qui plaira à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ou à ses ayants droits, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

Le droit de représentation comporte notamment :

- Le droit de présentation publique, de communication et de mise à disposition de tout ou partie des Résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés connus et inconnus à ce jour, notamment par projection en tous lieux accessibles à tous publics payants ou non, par voie de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les réseaux sociaux officiels, les sites de partage de contenus du musée du quai Branly – Jacques Chirac et ses partenaires, les sites Internet édités ou coédités par le musée du quai Branly - Jacques Chirac ainsi que sur les sites internet de ses partenaires ou des institutions à caractère culturel), sur des supports tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD, CD-ROM, CDI, DVD, produits vidéogrammes, applications mobiles, notamment produits multimédias... (liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre ;
- Le droit de communiquer tout ou partie des Résultats aux partenaires et prestataires du musée du quai Branly – Jacques Chirac et à des candidats sur des consultations futures et à tous prestataires ;

- Le droit d'éditer ou de faire éditer, de communiquer tout ou partie des Résultats en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toute forme.

La cession de droits comporte également le droit de modifier ou d'adapter les Résultats en fonction des différents supports cités précédemment, le droit de reproduire tout ou partie du Résultats dans d'autres œuvres, en procédant le cas échéant aux modifications nécessaires, le droit d'adapter les Résultats sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite et notamment sous forme d'éléments d'une autre œuvre multimédia, ainsi que le droit de traduire en toutes langues, les Résultats.

L'établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac a la possibilité de sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des Résultats pour son propre compte.

L'établissement public est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui lui sont cédés, en particulier sous forme d'une délégation de service public.

11.3 Dispositions communes

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des Résultats.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des Résultats au pouvoir adjudicateur, y compris la documentation technique et fonctionnelle y afférentes.

Au terme du présent accord-cadre, le titulaire transmettra au musée du quai Branly-Jacques Chirac la documentation technique et fonctionnelle relative aux Résultats et à ses connaissances antérieures, nécessaires à l'exploitation des Résultats objets du présent accord-cadre. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac pourra réaliser ou faire réaliser par un tiers, toute amélioration, maintenances ou mises à jour nécessaires des connaissances antérieures qui seront traitées comme des informations confidentielles.

Pendant une période de deux (2) ans, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre doit notamment :

- Remettre dans un délai maximum de deux (2) mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire de l'accord-cadre, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;

- Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des Résultats.

11.4 Garanties

Le titulaire de l'accord-cadre garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux Résultats.

Le titulaire de l'accord-cadre garantit :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les Résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la cession ;
- Qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, il en informe sans délai le titulaire de l'accord-cadre qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- Qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- Qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du titulaire de l'accord-cadre ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- Les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire de l'accord-cadre pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- Les éléments incorporés dans les Résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- Les modifications ou adaptations apportées aux Résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

11.5 Droits du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Le titulaire de l'accord-cadre conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les Résultats.

12 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'Art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes ;
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre ;

- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus ;
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

13 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

13.1 Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

13.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

13.2.1 Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

13.2.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

13.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-TIC, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent au titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de ses préposés à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-TIC, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-TIC, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

13.4 Audits de sécurité

L'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac doit pouvoir, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par le titulaire. Le périmètre et la périodicité des audits de sécurité sont définis tous les trois (3) mois. Les audits

pourront être réalisés par l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, ou délégués à un tiers. Le cas d'une intervention urgente du fait, par exemple, de la survenance d'un incident de sécurité à traiter doit être prévu. La pratique de tests intrusifs sera pratiquée par l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac ou un tiers. L'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac se réserve donc le droit de requérir l'expertise d'un organisme ou d'une société tierce présentant des compétences en matière de sécurité.

13.5 Plan d'Assurance Sécurité (PAS)

Le titulaire fournira un Plan d'Assurance Sécurité (PAS), document contractuel décrivant l'ensemble des dispositions spécifiques que le titulaire s'engage à mettre en œuvre pour garantir le respect des exigences de sécurité du donneur d'ordres. Le PAS sera par la suite annexé au contrat établi avec le titulaire et se substituera aux éventuelles clauses génériques de sécurité de celui-ci.

Toute prestation dans le domaine des Systèmes d'Information est encadrée par des clauses de sécurité décrites dans le « Plan d'Assurance Sécurité ». Ces clauses spécifient les mesures de Sécurité du Système d'Information (SSI) que le titulaire doit respecter dans le cadre de ses activités et sont précisées ci-dessous.

13.5.1 Maîtrise des prestations

Suivi et contrôle des prestations fournies

Le maintien d'un niveau de sécurité au cours du temps nécessite un double contrôle :

- L'un, effectué périodiquement par l'équipe encadrant la prestation, qui porte sur les actions du sous-traitant et la conformité au cahier des charges ;
- L'autre, effectué par une équipe externe, qui porte sur la pertinence du cahier des charges en amont des projets, la conformité des réponses apportées par le sous-traitant en phase de recette et le niveau de sécurité global obtenu en production.

Clauses de sous-traitance de développement informatique

- Formation obligatoire des développeurs sur le développement sécurisé et sur les vulnérabilités classiques ;
- Utilisation obligatoire d'outils permettant de minimiser les erreurs introduites durant le développement (outils gratuits d'analyse statique de code, utilisation de bibliothèques réputées pour leur sécurité, etc.) ;
- Production de documentation technique décrivant l'implantation des protections développées (gestion de l'authentification, stockage des mots de passe, gestion des droits, chiffrement, etc.) ;
- Respect de normes de développement sécurisé, qu'elles soient propres au développeur, publiques ou propres au commanditaire ;
- Obligation pour le prestataire de corriger, dans un temps raisonnable et pour un prix défini, les vulnérabilités introduites durant le développement et qui lui sont remontées,

en incluant automatiquement les corrections des autres occurrences des mêmes erreurs de programmation.

Limiter les fuites d'information

Les fuites d'informations techniques sur les logiciels utilisés permettent aux attaquants de déceler plus facilement d'éventuelles vulnérabilités. Il est impératif de limiter fortement la diffusion d'informations au sujet des produits utilisés, même si cette précaution ne constitue pas une protection en tant que telle.

Intégrer la sécurité dans le cycle de vie logiciel

La sécurité doit être intégrée à toutes les étapes du cycle de vie du projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à la maintenance applicative, en passant par la rédaction du cahier des charges et les phases de recette.

13.5.2 Sécurité physique

Accès réseau en zone d'accueil du public

Tout accès réseau installé dans une zone d'accueil du public doit être filtré ou isolé du reste du réseau interne de l'entité.

Protection des informations sensibles au sein des zones d'accueil

Le traitement d'informations sensibles au sein des zones d'accueil est à éviter. Si un tel traitement est strictement nécessaire, il doit rester ponctuel et exceptionnel. Des mesures particulières sont alors adoptées, notamment en matière de protection audiovisuelle, ainsi qu'en matière de protection des informations stockées sur les supports.

Systèmes autorisés sur le réseau

Seuls les équipements gérés et configurés par les équipes informatiques habilitées peuvent être connectés au réseau local d'une entité.

Interconnexion avec des réseaux externes

Toute interconnexion entre les réseaux locaux d'une entité et un réseau externe (réseau d'un tiers, Internet, etc.) doit être réalisée via les infrastructures nationales.

Mettre en place un filtrage réseau pour les flux sortants et entrants

Dans l'optique de réduire les possibilités offertes à un attaquant, les connexions des machines du réseau interne vers l'extérieur doivent être filtrées.

13.5.3 Accès spécifiques

Cas particulier des accès spécifiques dans une entité

Les accès spécifiques à Internet nécessitant des droits particuliers pour un usage métier ne peuvent être mis en place que sur dérogation dûment justifiée, et sur des machines isolées

physiquement et séparées du réseau de l'entité, après validation préalable de l'autorité d'homologation.

Le titulaire fournira au musée du quai Branly – Jacques Chirac des tablettes équipées d'une carte SIM Orange. En effet, tout autre prestataire de réseau présente des risques fréquents de déconnexion au sein du bâtiment, en raison de l'infrastructure du lieu.

Si des déconnexions liées au prestataire Orange devaient être remarquées, le titulaire recommanderait alors au musée de passer le livre d'or sur une connexion Ethernet.

13.5.4 Sécurisation de l'exploitation

Protection contre les codes malveillants

Des logiciels de protection contre les codes malveillants, appelés communément antivirus, doivent être installés sur l'ensemble des serveurs d'interconnexion, serveurs applicatifs et de développement et postes de travail de l'entité. Ces logiciels de protection doivent être distincts pour ces trois catégories au moins, et le dépouillement de leurs journaux doit être corrélé.

Maîtrise des matériels

Les postes de travail - y compris dans le cas d'une location - sont fournis à l'utilisateur par l'établissement, gérés et configurés sous la responsabilité de l'établissement. La connexion d'équipements non maîtrisés, non administrés ou non mis à jour par l'établissement (qu'il s'agisse d'ordiphones, d'équipements informatiques nomades et fixes ou de supports de stockage amovibles) sur des équipements et des réseaux professionnels est interdite.

Mesures de protection contre le vol

Les postes fixes ou nomades doivent bénéficier de mesures de protection physique. Chaque utilisateur doit veiller à la sécurité des supports amovibles (postes nomades, clés USB et disques amovibles), notamment en les conservant dans un endroit sûr. Il est recommandé de chiffrer les données contenues sur ces supports. Les supports contenant des données sensibles doivent être stockés dans des meubles fermant à clef.

Déclarer les pertes et vols

Toute perte ou vol d'une ressource d'un système d'information doit être déclarée au RSSI de l'établissement.

Déclaration des équipements nomades aptes à traiter des informations sensibles

L'autorité d'homologation du SI valide les usages possibles des équipements nomades vis-à-vis du traitement des informations sensibles ; les usages non explicitement autorisés sont interdits.

13.5.5 Gestion des évolutions

Les évolutions fonctionnelles ou techniques ne doivent pas remettre en cause le respect des exigences de sécurité ou compromettre une éventuelle opération de réversibilité.

En cas d'évolution, le titulaire devra vérifier que sa mise en œuvre est conforme aux exigences contractuelles et en apporter la justification auprès du donneur d'ordres, avant validation par ce dernier.

13.5.6 Réunions de suivi

Le cas échéant, pour la réalisation des prestations, le titulaire participera aux réunions techniques et de coordination auxquelles sa présence est requise, sans supplément de prix.

14 VÉRIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

14.1 Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-TIC, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- La vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- Le musée dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

14.2 Décision après vérification – Admission des prestations

À l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC, le silence de la personne publique durant le délai d'un (1) mois précité, vaudra admission de la prestation.

Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-TIC.

15 MODALITÉS D'ÉMISSION ET D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont émis par la personne publique, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le montant total hors taxes ;
- les taux et les montants de TVA applicables ;
- le montant total TTC.

16 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

16.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les droits de propriété intellectuelle, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également les contraintes liées au fonctionnement du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et notamment les contraintes d'accès et de stationnement, les heures d'accès aux locaux, la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant sur les lieux.

L'ensemble des fournitures matérielles et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

16.2 Date d'établissement des prix forfaitaires

Les prix forfaitaires sont fermes et définitifs sur toute la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises pour toutes les prestations forfaitaires.

16.3 Révision des prix unitaires

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-TIC, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix unitaires sont fermes pour la première période d'exécution. Ils sont révisibles à la date anniversaire de l'accord-cadre concerné selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,25 + 0,35 \text{ ICHTrevTS/ICHTrevTSo} + 0,40 \text{ FSD3/FSD3o})$$

Formule dans laquelle

- P = prix révisé hors TVA ;
- P₀ = prix de l'accord-cadre hors TVA au mois m0 ;
- ICHTrevTSo= indice du coût horaire du travail révisé pour les activités spécialisées, scientifiques et techniques du mois m0, publié sur le site de l'INSEE sur www.insee.fr ,
- ICHTrevTS= dernier indice du coût horaire du travail révisé pour les activités spécialisées, scientifiques et techniques à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié sur le site de l'INSEE sur www.insee.fr ;
- FSD3o = indice mensuel des frais et services divers modèle de référence 3 du mois m0, publié sur le site de l'INSEE sur www.insee.fr ;
- FSD3 = indice mensuel des frais et services divers modèle de référence 3 à la date anniversaire de l'accord-cadre, publié sur le site de l'INSEE sur www.insee.fr.

Les indices renseignés ci-dessus, sont les derniers indices publiés sur le site www.insee.fr.

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

Les prix du BPU révisés devront prévoir la règle de l'arrondi.

16.4 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-TIC, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

16.5 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

17 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

17.1 Règlement des prestations sur bons de commande

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Si un bon de commande peut donner lieu à plusieurs factures notamment si la prestation a une durée supérieure à un (1) mois, des acomptes mensuels seront versés au titulaire en fonction de l'avancement des prestations.

Une facture ne peut pas regrouper tout ou partie de plusieurs bons de commande.

17.2 Règlement des prestations de la part forfaitaire

Les prestations seront réglées sur présentation de la facture détaillée en début de période.

17.3 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037 ;
- Les références d'engagement au format EAAAA00XXXX ;
- Le Code service : SFACT.

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture ;
- La numérotation de la facture ;
- La date de réalisation de la prestation ;
- Le numéro de la commande ;

- L'identité du titulaire ;
- L'identité de l'acheteur ;
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur ;
- La désignation de la prestation ;
- Le montant HT de la facture ;
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA ;
- Le montant TTC de la facture ;
- Les références de l'engagement ;
- Les références de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

17.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

18 PÉNALITÉS

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-TIC, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

18.1 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou remise des documents

Tout retard dans la réalisation des prestations, ou le rendu des livrables (documents, notes de calcul, échantillons, premiers de série etc...), feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent cinquante (150) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté. Les délais de remise des livrables sont précisés dans le présent CCAP aux articles correspondants à ces dits-documents.

18.2 Retenues pour absence aux réunions

Pour toute absence ou retard non motivés aux réunions organisées par l'établissement, une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

18.3 Pénalités liées à l'absence de signalement ou de dépublication des commentaires problématiques dans les délais impartis

Tout dépassement des délais de signalement ou de dépublication définis à l'article 9.4.5 du présent CCP fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté.

18.4 Restitution des supports ayant servi à la réalisation des prestations

À défaut de restitution des supports ayant servi à la réalisation des prestations, dans le délai de quatre (4) jours ouvrés suivant la demande, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à soixante-quinze (75) euros HT, sans mise en demeure préalable.

18.5 Pénalités liées au dépassement du taux d'indisponibilité

Tout dépassement du taux d'indisponibilité défini à l'article 10.1 du présent CCP entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque heure d'indisponibilité observée au-delà des 3 heures et demi autorisées.

18.6 Pénalités pour dépassement du délai de résolution

Tout dépassement des délais de résolution définis à l'article 10.5 du présent CCP entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cent euros (100) HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté.

18.7 Pénalités pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de deux cents (200) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

18.8 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de deux cents (200) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

18.9 Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

19 EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-TIC s'appliquent.

20 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-TIC sont applicables.

21 ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

21.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

21.2 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

22 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-TIC, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

22.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre c'est-à-dire liées à l'hébergement, la maintenance et le développement de livres d'or numériques pour le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Les catégories de données concernées sont : les identifiants techniques (données de connexion, session, logs), nom/prénom, image, adresses emails.

Les personnes concernées sont : les visiteurs des expositions permanentes et des expositions du musée du quai Branly – Jacques Chirac (y compris les mineurs à partir de quinze (15) ans) qui

ont souhaité exprimer leur avis via le livre d'or permanent et/ou les livres d'or complémentaires (présents sur les expositions temporaires).

22.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Obtenir et conserver les preuves d'acceptation des utilisateurs des livres d'or : Le titulaire journalise et conserve les preuves de l'acceptation des CGU par les utilisateurs, ainsi que de leurs consentements distincts (ex. réutilisation externe, droit à l'image etc.), avec horodatage, et identifiants de session, pendant la durée de l'accord-cadre et les transmettra, à première demande, et au plus tard dans les quinze (15) jours suivant le terme du présent accord-cadre, au pouvoir adjudicateur.
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :
 - Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect des dispositions de l'article 7.3 du présent CCP relatif à la sous-traitance.
 - Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire

demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

22.3 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

22.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr.

22.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

22.6 Appui du titulaire auprès du responsable de traitement dans le cadre de ses obligations réglementaires

Le titulaire appui le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

22.7 Mesures de sécurité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

22.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

À la date de signature du marché, le délégué à la protection des données de l'Etablissement est Nathalie TRZEWIK. Les coordonnées sont les suivantes : cnil@quaibranly.fr.

22.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 30§2 du règlement général sur la protection des données, le titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

22.10 Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

22.11 Opposabilité

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

23 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-TIC sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-TIC, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

24 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit (8) conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-TIC, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

25 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 9 du CCAG-TIC sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

26 DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-TIC, le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-TIC.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCP.